Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 126 (1981)

Heft: 5

Artikel: Le rapport des forces entre l'Est et l'Ouest au début des années 80 : une situation incontestablement inquiétante

Autor: Brunner, Dominique

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344378

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le rapport des forces entre l'Est et l'Ouest au début des années 80 — une situation incontestablement inquiétante

en exclusivité du major EMG Dominique Brunner

Dans un des ouvrages qui restent essentiels pour comprendre la stratégie à l'âge nucléaire, «Dissuasion et Stratégie», paru en 1964, le général Beaufre affirmait: «La dissuasion plane sur toute la stratégie et lui impose ses limitations comme son style.»

Un des — quelques — autres grands stratèges de l'ère qui s'ouvre avec l'explosion de deux charges nucléaires au-dessus de villes japonaises les 6 et 9 août 1945, un universitaire qui fut pendant 8 années intimement mêlé à la formulation et à l'application de la stratégie de la puissance américaine, Henry Kissinger, énonçait le 31 juillet 1979 (devant le Comité des affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis) le diagnostic suivant, lequel comporte une sérieuse mise en garde: «Le camp [il est question des Etats-Unis] qui ne peut défendre ses intérêts qu'en menaçant de déclencher l'annihilation réciproque des populations civiles va progressivement vers une paralysie stratégique et, à l'avenir, géopolitique. Par conséquent, et pour dire les choses clairement, des conflits régionaux risquent, dans les années 80, d'échapper de plus en plus à tout contrôle, à moins que nous ne renversions énergiquement la vapeur.»

Ces deux citations ne sont contradictoires qu'en apparence. Kissinger ne contredit pas Beaufre. En fait, il confirme le bien-fondé de la thèse de Beaufre. Mais, pour comprendre, des précisions s'imposent.

La guerre ne paie plus

L'arme nucléaire a bouleversé les bases de la stratégie, au sens vaste du terme, parce qu'elle a ébranlé l'hypothèse instinctivement admise auparavant selon laquelle la guerre «payait». Face aux ravages qu'une arme de petit volume, susceptible d'être transportée sur de grandes distances, contrôlable[1] et relativement précise, comme l'arme nucléaire, provoque à coup sûr, il devenait évident qu'on ne pouvait

plus avoir recours à la guerre pour n'importe quoi. L'accroissement des panoplies nucléaires détenues par les puissances nucléaires, par les deux Grands, Etats-Unis et URSS en particulier, et l'amélioration des armes au point de vue efficacité, rapidité d'engagement et précision, ne pouvaient que renforcer cette qualité «dissuasive». Il apparut dès les années 50 que ce que Raymond Aron a appelé l'ascension aux extrêmes, c'est-à-dire le déchaînement de la violence à outrance, devrait aboutir, dans les conditions créées par l'existence de ces armes, à des destructions inadmissibles même pour les gouvernants les plus sanguinaires et les plus irresponsables. Car, et cette observation est essentielle, lors de l'engagement d'armes nucléaires, le résultat est prévisible, on peut le calculer de façon très exacte, on a donc affaire, comme le relevait le général Beaufre, à une véritable «capacité de destruction». Au niveau des armements classiques, une telle «capacité de destruction», c'est-à-dire une menace mesurable et un degré élevé de certitude quant aux effets produits par l'engagement de l'arme, fait défaut. On ne peut prédire l'issue d'une bataille classique, ni les pertes et destructions qu'elle entraînera avec la même certitude parce que l'homme, les hommes, chefs et exécutants, jouent un rôle prépondérant, parce que l'effet des armes qu'ils actionnent est limité.

De la portée de la dissuasion nucléaire

«C'est cette menace de destruction [nucléaire] qui crée la dissuasion à cause de la valeur certaine du risque qu'elle comporte», concluait le général Beaufre. Mais l'énormité même de cette menace limite son efficacité aux enjeux essentiels. Il n'en irait pas de même si nous vivions dans un monde dominé par une seule puissance nucléaire. Une sorte de «Pax atomica», comparable à la «Paix romaine», pourrait régner à condition que le gouvernement qui détiendrait l'arme suprême dispose d'une liberté d'action très étendue, et puisse effectivement assumer le rôle de gendarme du monde, imposant la bonne conduite éventuellement à coups de semonces nucléaires.

C'est, évidemment, une vue de l'esprit et ce serait, de plus, une perspective peu réjouissante parce que seul un régime totalitaire, où un petit groupe d'hommes placé au sommet pourrait décider et agir à sa guise, serait psychologiquement et pratiquement en mesure de remplir

cette fonction de gendarme du monde. La guerre cesserait, peut-être, et pour un temps, mais la liberté serait, elle aussi, abolie...

La réalité est, comme on le sait, différente: il y a deux centres de décision nucléaires qui importent, Washington et Moscou; on compte deux grandes puissances pourvues d'énormes appareils nucléaires. Aussi n'aura-t-on recours à ces armes que pour des enjeux majeurs, voire vitaux. Mais la possibilité de l'escalade, de l'ascension aux extrêmes, ce qui veut dire de l'anéantissement des villes américaines et russes existe — en 1968 et en 1974, les secrétaires à la Défense des Etats-Unis McNamara et Schlesinger démontraient que les Etats-Unis étaient capables d'anéantir trois quarts du potentiel industriel soviétique et quelque 30% de la population de l'Union soviétique, plus de 70 millions d'habitants, en riposte, donc après avoir subi une attaque surprise soviétique. Cette menace d'une ampleur sans précédent exerce une influence peu apparente, mais non moins profonde et, surtout, permanente sur les décisions des deux Grands dès qu'il y a risque d'affrontement direct entre eux. C'est ce que le général Beaufre entendait quand il parlait de la dissuasion nucléaire qui plane sur toute la stratégie.

Avantage soviétique

Mais alors, la menace nucléaire n'a plus la même efficacité — ou n'en a plus guère ou plus du tout — quand il en va d'enjeux mineurs. C'est à quoi faisait allusion Henry Kissinger: si l'un des camps qui se font face, le camp occidental et le camp dominé par l'Union soviétique, n'est plus guère capable d'opposer aux offensives et interventions adverses autre chose que la menace de l'ascension aux extrêmes, de l'attaque contre les villes de l'adversaire, sa liberté d'action sera plus ou moins supprimée, sa paralysie sera marquée et lourde de conséquences. De toute évidence, l'ancien chef du Département d'Etat ne songeait pas seulement aux possibilités limitées des Etats-Unis et de leurs alliés en matière d'opérations classiques en dehors de l'aire d'application du Traité atlantique, mais tout autant à l'avantage pris par les Soviétiques au niveau nucléaire. Mais cette remarque appelle des précisions.

La base de la dissuasion nucléaire, c'est en fait l'aptitude à détruire les cités de l'adversaire, ses ressources humaines et matérielles, c'est

donc, techniquement parlant, la capacité de deuxième frappe, l'aptitude à réagir à une première frappe adverse par des représailles insupportables pour celui qui aurait pris l'initiative de déclencher les hostilités au niveau nucléaire. Cette aptitude à la deuxième frappe, les Américains l'ont aujourd'hui et continueront de l'avoir selon toute vraisemblance tout au long des années 80. L'instrument qu'ils détiennent, qui justifie cette affirmation, c'est avant tout l'engin balistique à moyenne ou grande portée doté de plusieurs charges nucléaires — multiple independently targetable re-entry vehicles (MIRV) — stationné sur sous-marins à propulsion nucléaire. Fin 1981, les Etats-Unis auront 320 engins Poseidon — portée de 4200 km, 10 charges de 50 kilotonnes — sur 20 sous-marins Poseidon, 176 engins Trident I — portée de 7500 km, 8 charges de 100 kilotonnes — sur 11 sous-marins également du type Poseidon, enfin 24 à 48 engins Trident I sur un ou deux nouveaux submersibles du type Trident, véritables navires de 18700 tonnes — en plongée — ce qui correspond à peu près à un cuirassé de 1914... Plus de la moitié de ces 544 engins susceptibles de frapper le territoire soviétique seront pratiquement invulnérables parce que tapis dans les profondeurs des océans. Une partie des 376 bombardiers américains à grand rayon d'action — quelque 30% selon l'ancien secrétaire à la Défense, M. Harold Brown — auraient également de bonnes chances d'échapper à une attaque surprise soviétique parce qu'ils sont maintenus à un degré d'alerte élevé, qu'ils pourraient donc prendre l'envol avant l'arrivée des engins soviétiques. Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes, concluront les gens pressés.

Hélas, la situation est plus compliquée. La portion stationnée à terre de l'arsenal américain de fusées, la composante numériquement la plus forte de la panoplie, donc les ICBM (Intercontinental Ballistic Missiles) — 1054 rampes de lancement enfouies, 54 pour les vieux engins Titan II, 450 pour les Minuteman II à une ogive et 550 pour les Minuteman III équipés de trois charges de 170 kilotonnes —, qui sont aussi les armes les plus souples et les plus appropriées pour combattre des objectifs de faibles dimensions et protégés, tels les silos d'engins adverses, sont désormais pratiquement à la merci d'une attaque soviétique conduite avec les engins les plus récents terre-terre, les SS-17, SS-18 et SS-19. Le 29 janvier 1980, le ministre de la Défense des Etats-Unis déclarait: «La cause la plus immédiate d'instabilité, c'est la

menace soviétique, qui s'aggrave, à laquelle sont exposés nos engins en silos. Bien que les Soviétiques ne viennent que de commencer à mettre en place une version de l'engin SS-18 dotée de dix charges (MIRV), nous devons nous attendre qu'ils obtiendront en l'espace de un ou deux ans la combinaison nécessaire d'effectifs d'ICBM, d'efficacité, de précision et de puissance des charges pour mettre en péril, en attaquant avec une proportion relativement modeste de leur force d'engins stationnée à terre, la plupart de nos silos de Minuteman et de Titan. Aussi devons-nous admettre, à des fins de planification, que la partie de notre «Triade» que constituent les engins stationnés à terre pourrait être détruite en très peu de temps, un des résultats d'une attaque surprise soviétique.»

Les nouvelles grosses fusées soviétiques

Ce qui importe, c'est que les Américains n'ont pas de capacité contre-force comparable. Ils pourraient également détruire un certain nombre de silos d'engins soviétiques, mais il ne s'agirait que d'une fraction des 1400 silos d'ICBM que les Soviétiques possèdent. Cette disparité tient aux caractéristiques des engins de l'un et de l'autre: les SS-17 soviétiques transportent 4 charges de 900 kilotonnes, les SS-18 8 charges de 2000 kilotonnes et les SS-19 6 charges de 550 kilotonnes — la bombe d'Hiroshima correspondait à quelque 20 kilotonnes[2]. Du propre aveu des Soviétiques, plus de 600 engins de ces modèles sont en service. Cette disparité revêt une signification stratégique indéniable. L'URSS pourrait, avec tout juste un quart des fusées qu'elle détient, anéantir préventivement deux tiers ou plus des fusées américaines. A une menace américaine de représailles contre notamment les villes soviétiques, elle pourrait opposer la menace d'une troisième frappe qui infligerait à la population américaine des pertes intolérables. Bien qu'à vues humaines ce scénario n'ait pratiquement aucune chance d'être mis à exécution, et on ne peut évidemment que s'en réjouir, l'avantage pris par les Soviétiques limite le champ d'action des Etats-Unis en matière nucléaire. S'attaquer à leurs œuvres vives demeure et demeurera pour les Soviétiques une affaire beaucoup trop risquée: ils risquent d'y perdre leurs villes et leur industrie. Mais, inversement, le recours à l'escalade comporte pour les Américains de gros risques et de bien plus

gros risques qu'il y a dix ou quinze ans. Et c'est là que l'Europe entre en jeu.

Il y va des intérêts des alliés des Etats-Unis

En effet, si les Américains n'avaient pas d'alliés, notamment européens, s'ils pouvaient se contenter de défendre leur continent, les avantages que les Soviétiques ont désormais n'auraient guère de portée pratique. De 1945 à un passé récent, l'URSS était, en matière d'armes nucléaires à grande portée, bien plus nettement inférieure aux Etats-Unis que ceux-ci ne le sont aujourd'hui. Mais les Etats-Unis ont des raisons, tant morales qu'économiques, de défendre l'Europe et de l'empêcher de basculer dans le camp soviétique, et ils ont des raisons semblables de prévenir la mainmise des Soviétiques sur le Moyen-Orient avec ses réserves de pétrole, tout comme sur les parties de l'Afrique dont le sol recèle des minéraux et métaux indispensables. Or, la sécurité de l'Europe en particulier a, depuis les années cinquante, reposé en dernière analyse sur l'aptitude des forces américaines à riposter à une attaque classique de grande envergure, dirigée notamment contre le cœur de l'Europe, la République fédérale, par l'emploi du feu nucléaire.

Au cours des années cinquante, à l'époque de l'Administration Eisenhower et des maîtres à penser de cette stratégie, John Foster Dulles et l'amiral Radford, les forces classiques — peu étoffées — de l'Alliance atlantique assumaient la fonction de sonnette d'alarme devant déclencher l'action de l'aviation stratégique américaine contre le territoire de l'Union soviétique en cas d'agression soviétique en Europe.

Sous le régime de la doctrine de la «Flexible Response» ou riposte graduée, due au général Maxwell D. Taylor et adoptée par le Gouvernement Kennedy, l'accent était mis, comme le nom l'indique, sur une réplique adaptée au caractère de la menace, mais tout en sauvegardant l'option nucléaire, élargie par la présence en Europe d'une panoplie d'armes nucléaires à courte portée et, en outre, par la supériorité stratégique américaine qui devait s'accentuer au cours des années soixante. En 1965, les Etats-Unis pouvaient, en effet, engager contre le territoire soviétique 1400 engins balistiques dotés de charges nucléaires

et plus de 600 bombardiers modernes, tandis que les Soviétiques n'avaient que 330 engins, qualitativement nettement inférieurs, et moins de 200 bombardiers.

Dans la mesure où, dès la fin des années 60, le niveau nucléaire stratégique se stabilisait en raison des programmes d'armement lancés en URSS au lendemain de la chute de Khrouchtchev, le potentiel nucléaire à courte portée stationné en Europe gagnait en importance. Les armes tactiques seraient engagées, laissait entendre le secrétaire à la Défense sous l'Administration Ford, M. Rumsfeld, pour souligner la menace d'escalade en cas d'attaque soviétique de grande envergure dans l'espoir d'inciter ainsi l'agresseur à arrêter les opérations.

Nouvelle signification du potentiel soviétique à portée moyenne

Si les avantages soviétiques au niveau nucléaire supérieur dont il a été question doivent inciter les Etats-Unis à beaucoup de retenue quant au déclenchement du feu nucléaire dans le cadre de la défense de l'Europe, le potentiel nucléaire soviétique à portée moyenne, les armes que l'on a, depuis peu, baptisées d'eurostratégiques, prend une importance nouvelle. La supériorité que l'URSS a toujours détenue dans ce domaine de l'armement ne prêtait guère à conséquence tant qu'elle servait avant tout à compenser l'infériorité de ce pays au niveau des armes intercontinentales. Maintenant, elle peut être exploitée par les Soviétiques en ce sens qu'elle pourrait leur permettre de dissuader l'OTAN ou, plus exactement, les Etats-Unis d'utiliser des armes nucléaires tactiques contre des forces soviétiques lancées à l'assaut de l'Europe, et, à plus forte raison, contre des bases de tout genre et les communications dans la profondeur du dispositif adverse, en Europe de l'Est et sur la frange occidentale de l'URSS. C'est donc à paralyser le potentiel nucléaire occidental à courte portée que vise aujourd'hui l'énorme panoplie nucléaire soviétique à portée moyenne qui est en pleine modernisation.

Il faut insister sur cette supériorité soviétique, vu la confusion qui règne en Europe à ce sujet. Les «Forward Based Systems» américains, dont certains font grand cas, ne constituent nullement l'équivalent des engins et bombardiers soviétiques tombant sous la définition de «Long Range Theatre Nuclear Forces» (LRTNF). Il s'agit, en effet, de

quelque 170 F-111 américains, bombardiers légers qui ont un rayon d'action de 1800 km. A cela s'ajoutent 56 bombardiers britanniques Vulcan avec un rayon d'action de 2000 km. Ces plus de 200 avions font face à quelque 900 vecteurs soviétiques, dont une centaine d'engins SS-20 dotés de charges multiples, avec un rayon d'action de 4400 km, plus de 40 bombardiers Backfire avec un rayon d'action de 4200 km et plus de 400 rampes de lancement pour engins SS-4 et SS-5 ainsi que quelque 300 bombardiers Tu-16 dont le rayon se situe autour de 3000 km.

C'est cette situation alarmante, notamment du fait des modifications intervenues au niveau supérieur, qui est à l'origine de la décision prise par les organes de l'OTAN, fin 1979, de mettre en place en Europe entre 1983 et 1989 464 «Ground Launched Cruise Missiles» (GLCM) et 108 engins Pershing II.

Résumons-nous: la supériorité sectorielle que l'URSS a acquise en matière d'armes nucléaires intercontinentales n'affecte pas directement la sécurité du continent nord-américain, les Etats-Unis restant capables de réduire en cendres une grande partie des villes soviétiques en deuxième frappe. Mais elle entrave gravement la liberté d'action des Etats-Unis quant à l'emploi d'armes nucléaires à courte portée ou à vocation tactique pour prévenir ou arrêter une attaque soviétique de grande envergure, notamment en Europe. La liberté d'action des Soviétiques se trouve élargie par leur potentiel d'engins et d'avions à portée moyenne pouvant être engagé contre des objectifs de tout genre en Europe. Enfin, sur le plan des armes nucléaires tactiques à proprement parler, les efforts soviétiques, par exemple l'introduction des engins SS-21, SS-22 et SS-23, tendent à supprimer les avantages que l'OTAN a eus pendant plus de 20 ans.

Conséquences de la modification du rapport des forces au niveau nucléaire

Ces observations conduisent à deux sortes de conclusions avant tout. D'abord, les nouvelles données stratégiques expliquent l'emploi ouvert de la force par les Soviétiques en dehors de leur sphère d'influence traditionnelle, l'Europe. L'enracinement de la puissance soviétique en Arabie et en Afrique au moyen d'un corps expéditionnaire cubain qui s'appuie sur une infrastructure soviétique tout comme

l'invasion de l'Afghanistan n'eussent pas été concevables dans les conditions stratégiques qui prévalaient il y a dix ou quinze ans. Ensuite, la neutralisation, pour le moins dans une mesure considérable, du potentiel nucléaire occidental confère une importance essentielle aux forces classiques. Du point de vue de la théorie, la guerre redevient possible même dans des zones essentielles comme l'Europe.

Or, au niveau classique, le camp soviétique a de tout temps disposé d'une supériorité marquée. Tant que la dissuasion nucléaire américaine s'exerçait indubitablement au profit de l'Europe, on pouvait négliger ce fait. Ils n'oseraient pas, et ils n'ont pas osé. Désormais, il importe, en revanche, d'être en mesure de livrer bataille en Europe, d'arrêter la poussée d'une masse de chars soutenus par une puissante artillerie, une aviation moderne et une nuée d'hélicoptères de combat. Et comme la prévention de la guerre reste l'objectif prioritaire, l'adversaire potentiel doit comprendre que l'on est en mesure et que l'on a la volonté de lui infliger des pertes telles qu'il ne lui serait pas possible d'atteindre en temps voulu ses objectifs stratégiques.

Réaction encourageante des Etats-Unis

L'OTAN est conscient de ces nécessités. En matière de doctrine d'engagement, d'organisation des forces, de disposition de celles-ci, de puissance de feu et d'entretien des moyens techniques, des progrès notables ont été accomplis au cours des dernières années, notamment sous l'impulsion de l'ancien Supreme Allied Commander Europe, le général Haig, actuellement ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis. Un accroissement des dépenses militaires de l'ordre de 3% par an a été décidé et des mesures concrètes ont été prises qui sont en train d'améliorer la capacité de résistance de l'OTAN, notamment en Allemagne: une masse d'engins antichars filoguidés de provenance européenne ou américaine est en voie d'introduction; il en va de même pour de nouveaux chars comme le Léopard II ou le XM-1 qui sont égaux ou éventuellement supérieurs aux derniers modèles soviétiques, le T-64 et T-72; de nouveaux avions comme le A-10 et le F-15 américains ou le Tornado européen améliorent les possibilités d'intervention tant en combat aérien qu'en attaque au sol; on s'approche du but fixé par l'Administration Carter de pouvoir acheminer vers l'Europe en dix jours plus de cinq divisions additionnelles.

Certains Européens mériteraient d'être payés par l'ennemi

Mais, puisque l'on tend avant tout à empêcher la guerre, le rétablissement d'une dissuasion efficace et, de ce fait, nucléaire s'impose en priorité. Là, il y a lieu d'espérer. Car les Etats-Unis se sont ressaisis. Un raz de marée politique a porté au pouvoir un homme qui veut restaurer la puissance américaine, le président Reagan. La nouvelle Administration vient d'annoncer une augmentation des dépenses militaires de l'ordre de 30 milliards de dollars pour les 18 mois à venir, donc jusqu'à la fin de l'année fiscale 1982. D'ici quelques années, les Américains auront vraisemblablement su remédier aux défauts de leur cuirasse. Alors qu'il faudrait s'en réjouir, une vague de critiques s'élève en Europe, visant à faire de la mouche salvadorienne un éléphant vietnamien. Elle est le fait de gens qui n'ont rien appris — et tout oublié, de gens qui mériteraient, pour citer Fox, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne au XVIIIe siècle, d'être payés par l'ennemi.

D.B.

[1] L'arme bactériologique n'est pas contrôlable, dans ce sens, tandis que l'arme chimique ne détruit pas le matériel et n'exerce ses effets que sur des espaces limités. On ne saurait donc ranger les armes «B» et «C» dans la même catégorie que l'arme «A».

[2] Les possibilités des Américains vont s'améliorer avec l'introduction du système de rentrée Mk 12a qui comportera 3 charges de 350 kilotonnes dans 300 Minuteman III.

Croire qu'un homme riche est, par cela même, cupide et sans scrupule n'est pas moins puérile que d'attribuer à tous les citoyens modestes une âme noble et généreuse.

JEAN-FRANÇOIS AUBERT